


SRB Basse-Normandie



1. Informations générales

Intitulé(s) du(es) document(s)	Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité.
Pilotage	Conseil régional de Basse-Normandie.
Date(s)	La Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée plénière du Conseil régional de Basse-Normandie les 13 et 14 décembre 2007 . Sa mise en œuvre a débuté en 2008.
Avancement	En cours de mise en œuvre.

2. Genèse

Historique et contexte	<ul style="list-style-type: none"> • Avant 2004, les interventions du Conseil régional en matière de préservation de la biodiversité étaient assez ponctuelles et se traduisaient essentiellement par un soutien financier aux 3 parcs naturels régionaux (PNR) bas-normands et au Conservatoire du littoral. • Suite aux élections régionales de mars 2004 et à l'arrivée du nouvel exécutif régional : <ul style="list-style-type: none"> ➢ la Région s'engage à faire de la Basse-Normandie une véritable Éco-Région ; ➢ les services du Conseil régional sont restructurés : la Direction de l'environnement et du développement durable (DEDD) est mise en place en novembre 2004 ; ➢ le Conseil régional renforce son intervention en faveur de la biodiversité en soutenant ponctuellement des projets, et notamment des études ou des projets de communication. • En 2006, le Conseil régional décide de remettre à plat l'ensemble de sa politique environnementale et de redéfinir ses principaux axes d'intervention autour de 3 volets¹ : <ul style="list-style-type: none"> ➢ l'eau : mise à jour de la politique régionale de l'eau et mise en place du programme EAU'bjectif Basse-Normandie ; ➢ l'énergie : mise à jour de la politique régionale de l'énergie et mise en place du programme Défi'NeRgie Basse-Normandie ; ➢ la biodiversité : <ul style="list-style-type: none"> ✓ suite à la parution du décret n°2005-491 du 18 mai 2005 relatif aux réserves naturelles régionales, la Région se saisit de cette compétence et se fixe pour objectif de créer, à terme, une dizaine de RNR ; ✓ la Région affirme sa volonté de lancer une stratégie régionale pour la biodiversité. <p>Ces nouvelles orientations ont été adoptées lors de l'Assemblée plénière dédiée à l'environnement du 22 septembre 2006.</p> <p> <i>Pour plus de détails voir le paragraphe « Antécédents ».</i></p>
---------------------------	---

¹ Communiqué de presse du 22 septembre 2006 : Assemblée plénière de la Région Basse-Normandie du vendredi 22 septembre 2006 – Site internet de la Région Basse-Normandie : <http://www.cr-basse-normandie.fr/index.php/component/content/article/190/484>

Motivation(s) principale(s)	<ul style="list-style-type: none"> • L'exécutif régional a souhaité restructurer, renforcer et développer la politique de la Région en faveur de la préservation de la biodiversité, notamment pour : <ul style="list-style-type: none"> ➢ positionner davantage la Région sur cette problématique, afin qu'elle soit identifiée comme un des acteurs de la préservation de la biodiversité régionale ; ➢ assurer une mise en cohérence de l'intervention régionale avec les engagements internationaux et nationaux (CDB, SNB...) ; ➢ veiller à mieux intégrer l'enjeu de la biodiversité dans les différentes politiques qui relèvent des champs d'actions de la Région (développement économique, aménagement du territoire, transports, recherche, éducation et formation professionnelle). • La Région souhaitait également lancer une démarche participative pour l'élaboration de la stratégie afin d'agir en cohérence et en synergie avec les autres politiques sectorielles publiques et privées du territoire.
Organisme "moteur"	Conseil régional de Basse-Normandie.
Éléments de gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Le Conseil régional de Basse-Normandie a été l'initiateur et l'organisme moteur de la stratégie. Le cahier des charges précisant les modalités de structuration et d'élaboration de la stratégie a été défini en interne au Conseil régional. • Il convient également de préciser que l'intitulé exact de la stratégie, à savoir « Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité » a été discuté avec les partenaires régionaux, et notamment avec la DIREN de Basse-Normandie : <ul style="list-style-type: none"> ➢ le mot « stratégie » a été choisi par les élus régionaux qui l'ont jugé plus pertinent et plus fédérateur que les autres termes possibles (schéma, plan...). Le lien avec la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB) est par ailleurs plus explicite ; ➢ les acteurs spécialisés associés à l'élaboration de la stratégie ont accepté de partager le diagnostic du territoire et de contribuer à la définition de la stratégie. Lors des discussions préalables, il a toutefois été jugé plus opportun que l'intitulé de la stratégie précise qu'il s'agit avant tout d'une démarche portée par le Conseil régional de Basse-Normandie. <p> <i>Pour plus de détails voir le paragraphe « Zoom sur l'élaboration de la stratégie ».</i></p>
Antécédents	<ul style="list-style-type: none"> • Entre 1994 et 2005, la Région a soutenu une politique des emplois verts et bleus dont 27 % ont porté sur l'entretien et la gestion des milieux naturels. • Avant 2004, la Région intervenait principalement en soutenant financièrement les 3 PNR et le Conservatoire du littoral. • Avant 2005, la Région avait soutenu l'État (Diren) pour la réalisation de l'inventaire ZNIEFF et avait assuré la co-édition de l'inventaire régional des paysages. Diverses publications sur la flore ont également été soutenues financièrement (ex : Atlas des plantes vasculaires de Basse-Normandie, Michel PROVOST, 1998 ; Les mammifères de Normandie (GMN) ; l'Atlas des oiseaux nicheurs (GONm) ; l'Atlas des coccinelles de la Manche (Manche nature)). • Depuis 2005, la politique régionale en faveur de la biodiversité a été poursuivie et renforcée, notamment par un partenariat technique et un financement du programme Interreg III Branch (2005-2007) sur l'influence du changement climatique sur la biodiversité littorale (maîtrise d'ouvrage : Conservatoire du littoral), un soutien financier au Conservatoire botanique national de Brest et au Conservatoire fédératif des espaces naturels, un soutien d'actions ponctuelles², etc. <p> <i>Pour plus de détails voir le paragraphe « Historique et contexte ».</i></p>
Inscription dans les documents de planification	<p>On constate un lien fort entre la Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité et les principaux documents de planification régionale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire (SRADT) : Le SRADT de Basse-Normandie a été révisé en 2005. Il intègre les principales priorités

² Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, p.39.

Inscription dans les documents de planification	<p>environnementales régionales, et possède un volet biodiversité. La préservation et la valorisation des ressources naturelles et des milieux fait partie intégrante du projet régional présenté dans le SRADT, et notamment de son grand défi « <i>Etre et bien être en Basse-Normandie</i> ». Dans le cadre de son grand chantier n°6 « <i>Dynamiser et rendre attractif le monde rural</i> », le SRADT précise notamment que « <i>si la Région s'est engagée dans une politique volontariste en faveur de la biodiversité lors de son Assemblée Plénière du 22 septembre 2006 [...] il s'agira parallèlement de construire une stratégie partagée engageant l'ensemble des acteurs partie prenante</i> »³.</p> <p>A noter que la SRB présente de façon synthétique la prise en compte de la biodiversité et de ses enjeux dans les 12 grands chantiers d'aménagement du territoire exposés dans le SRADT⁴.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Contrat de Projets Etat-Région (CPER) 2007- 2013 : L'élaboration du CPER a été concomitante à celle de la SRB. La mise en œuvre des actions de la stratégie est donc identifiée comme une des priorités du CPER dans le cadre de son grand projet « <i>Maîtriser l'énergie et les risques naturels et préserver la biodiversité</i> »⁵. • L'Agenda 21 régional : L'Agenda 21 régional a été réalisé en 2008. La SRB en constitue un des volets environnementaux.
---	--

3. Structuration et principales finalités des documents analysés	
Principales finalités des documents analysés	<p>Le document intitulé « Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité » constitue le document de cadrage de l'intervention du Conseil régional en matière de préservation de la biodiversité. Il concrétise le volet « biodiversité » de la politique environnementale de la Région.</p> <p>La stratégie, élaborée sur la base d'un diagnostic du territoire partagé par les acteurs concernés, s'articule autour de 7 orientations et se décline en 10 plans d'actions sectoriels dans lesquels la Région :</p> <ul style="list-style-type: none">• s'engage à réaliser un certain nombre d'actions dans le cadre de ses compétences ;• et propose des actions partenariales dans lesquelles les partenaires qui le souhaitent peuvent s'engager au côté de la Région.
Description et/ou structuration des documents analysés	<div><div><p>Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité</p><p>A. Un avenir, des enjeux majeurs</p><p>A.1 – Biodiversité et territoires</p><p>A.2 – Les opportunités pour la Région</p><p>A.3 – Les politiques pour la proximité</p><p>A.4 – L'élaboration d'une stratégie</p></div><div><p><i>Cadrage institutionnel et présentation de la démarche régionale</i></p></div></div> <div><p>B. Spécificités de la biodiversité bas-normande</p><p>B.1 – Les caractéristiques biologiques</p><p>B.2 – Connaissance et vigilance</p><p>B.3 – Activités humaines et biodiversité</p><p>B.4 – Bilan stratégique de cet état des lieux</p></div> <div><p><i>Diagnostic partagé du territoire</i></p></div> <div><p>C. Une vision pour la biodiversité</p><p>C.1 – Le positionnement régional</p><p>C.2 – Le projet de la Région</p><p>C.3 – Les objectifs et axes de travail</p></div> <div><p><i>La stratégie</i></p></div>

³ Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire de la Basse-Normandie, Conseil régional de Basse-Normandie, décembre 2007, p. 33, p.94.

⁴ Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, p.67.


⁵ Contrat de projets Etat/Région 2007 – 2013 de Basse-Normandie, Conseil régional et Préfecture de la région Basse-Normandie, 2007, p. 26.

Description et/ou structuration des documents analysés	<p>D. Des plans d'actions cohérents</p> <p>D.1 – Biodiversité et territoires</p> <p>D.2 – Agriculture, forêts et bocages</p> <p>D.3 – Mer et littoral</p> <p>D.4 – Tourisme et biodiversité</p> <p>D.5 – Milieux naturels</p> <p>D.6 – Espèces</p> <p>D.7 – Connaissance et recherche sur la biodiversité</p> <p>D.8 – Une région « exemplaire » dans ses pratiques</p> <p>D.9 – Formation, sensibilisation, éducation</p> <p>D.10 - Communication</p> <p>E. Le dispositif de pilotage et de suivi</p> <p>E.1 – Mise en œuvre interne de la stratégie</p> <p>E.2 – Partenariats</p> <p>E.3 – Suivi et évaluation</p> <p>Annexes</p>	<p>La stratégie</p>
Remarques	<p>Le choix de structurer la stratégie en plans d'actions sectoriels a été fait dès le début de la démarche afin d'assurer une cohérence avec la SNB : logique de déclinaison régionale en se basant sur les compétences de la Région.</p>	

4. Analyse du diagnostic du territoire

Existence	<p>Un diagnostic territorial partagé par les acteurs concernés, a été réalisé dans le cadre de l'élaboration de la SRB.</p> <p>En effet, lors de la mise en place de la démarche d'élaboration de la stratégie, la réalisation d'un diagnostic permettant de « compiler » les documents existants, et de faire le lien entre la biodiversité régionale et les activités socio-économiques du territoire, a été ressentie comme un besoin.</p>
Description	<p>Un état des lieux large sur la biodiversité régionale, sa connaissance, et sur les politiques qui la concernent, a tout d'abord été dressé en partenariat avec des acteurs qualifiés et impliqués. Un travail d'identification des principaux enjeux a ensuite été mené sur la base de ce diagnostic⁶.</p> <p><u>Composition et contenu du diagnostic partagé du territoire :</u></p> <p>Les spécificités de la biodiversité bas-normande :</p> <p>1 - Les caractéristiques biologiques : état des lieux des principales caractéristiques de la biodiversité bas-normande :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les particularités biogéographiques et paysagères, et les spécificités écologiques bas-normandes dominantes permettant de différencier la région dans le domaine de la biodiversité (système hydrographique développé et diffus, patrimoine arboré riche avec des ensembles bocagers uniques en Europe, système littoral important, et grands sites écologiques méconnus localement) ; • les trames écologiques : explication du concept et de l'importance de sa prise en compte dans l'aménagement local du territoire notamment, état de conservation des réseaux écologiques bas-normands ; • les grands types d'habitats biologiques bas-normands : littoraux, rivières et zones humides, bocages et herbages, plaines cultivées, forêts, niches écologiques périurbaines et espaces verts, habitats originaux ou ponctuels ; • la diversité des espèces : richesse et fragilité de la flore bas-normande, animaux emblématiques auxquels on porte attention, biodiversité régionale des micro-organismes ; • la diversité génétique : des populations d'espèces sauvages, de l'agri-biodiversité.

⁶ Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, p.11.

Description	<p>2 – Connaissance et vigilance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la connaissance de la biodiversité : une biodiversité mal connue ; une tradition naturaliste bas-normande qui s'appuie essentiellement sur les associations naturalistes thématiques régionales et locales ; une évaluation de l'état des connaissances qui varie en fonction des milieux, et s'appuie sur différents outils (atlas et bases de données pour la connaissance des espèces, inventaires et cartographies pour les habitats biologiques) → <i>état de la connaissance des différents types d'espèces et de milieux en Basse-Normandie, et rôle des différents acteurs régionaux concernés et notamment de la Région</i> ; peu d'organismes de recherche, d'expertise et d'ingénierie sur la « biodiversité » présents en Basse-Normandie ; une diffusion de l'information naturaliste essentiellement basée sur les associations (souvent soutenues par la Région) ; peu de formations régionales sur la biodiversité ; • biodiversité et processus de décision : une culture et une sensibilité des décideurs régionaux sur les questions liées à la biodiversité globalement peu développées ; les politiques et actions les plus courantes en faveur de la biodiversité sur le territoire bas-normand concernent essentiellement la biodiversité remarquable : inventaires et mesures de protection réglementaires qui font que la biodiversité est souvent perçue comme une contrainte par les décideurs locaux, dispositif Natura 2000, consolidation progressive des dispositifs d'acquisition foncière et de gestion des sites naturels remarquables (politiques départementales ENS, soutien de la Région au Conservatoire du littoral...) ; les compétences des Régions en matière de biodiversité (PNR, RNR, inventaires) ; le CSRPN ; • l'action de la Région Basse-Normandie : les principales modalités d'intervention de la Région avant 2005 (<i>pour plus de détails voir le paragraphe « Antécédents »</i>) ; • les parcs naturels régionaux (PNR) : prise en compte de la biodiversité dans les 3 PNR régionaux : PNR du Perche, PNR des Marais du Cotentin et du Bessin ; PNR Normandie-Maine. <p>3 – Activités humaines et biodiversité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ressources biologiques régionales : principales menaces sur la biodiversité bas-normande : les impacts récents et accrus sur les anthropo-écosystèmes, la destruction et l'exploitation des espèces, les espèces invasives, l'influence du changement climatique ; • activités et aménagement du territoire : biodiversité et agriculture (importance du secteur agricole bas-normand, principales caractéristiques, principales démarches agro-environnementales en faveur de la préservation de la biodiversité mises en place, et pistes d'actions) ; biodiversité et autres activités du secteur primaire (une sylviculture qui s'intéresse de plus en plus à la biodiversité ; importance de la conchyliculture et de la pêche, carrières et grands chantiers du BTP) ; les infrastructures et l'urbanisme (une artificialisation des sols au détriment de l'agriculture, et une prise en considération de la biodiversité, ordinaire notamment, insuffisante via les études d'impacts et les évaluations environnementales) ; loisirs de nature et tourisme ; l'enjeu énergétique associé à l'enjeu biodiversité (impacts potentiels du développement de la production d'agro-carburants, du bois énergie ou des microcentrales électriques). <p>4 – Bilan stratégique de cet état des lieux :</p> <p>L'état des lieux de la biodiversité régionale, de ses principales caractéristiques, de l'état de sa connaissance, des politiques et actions menées en sa faveur, et des activités anthropiques qui la concernent, débouche sur une analyse Atouts/Faiblesses/Opportunités/Menaces (AFOM), sur laquelle se base la définition des enjeux partagés et de la stratégie de la Région pour la biodiversité.</p>
Modalités de gouvernance pour l'élaboration du diagnostic	<p> <i>Dans un souci de lisibilité et afin d'éviter les répétitions, et parce que le processus d'élaboration du diagnostic et de la stratégie forme un tout, les modalités de gouvernance pour l'élaboration du diagnostic sont développées dans la partie « Zoom sur l'élaboration de la stratégie ».</i></p> <p>En résumé : Le diagnostic a été réalisé et rédigé par le prestataire de services mandaté par la Région, sur la base notamment d'un important travail documentaire. Les acteurs locaux concernés ont été associés à l'élaboration du diagnostic via :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitation de 40 entretiens réalisés par le prestataire auprès des principaux partenaires régionaux concernés ;

	<ul style="list-style-type: none"> la relecture et l'amendement d'une première version du diagnostic par la plupart des acteurs associés grâce à l'envoi de « notes intermédiaires » ; la discussion des enjeux lors de la deuxième réunion du comité de pilotage.
Définition des enjeux	<p>6 enjeux majeurs et partagés par les partenaires externes et les acteurs internes de la Région sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> une plus grande place à accorder à la biodiversité dans le développement local et l'aménagement régional pour les territoires et les projets locaux ; l'utilisation et la gestion rationnelle des ressources de la biodiversité, en lien avec la performance durable des activités utilisatrices (différents types d'agriculture, pêche et conchyliculture) ; la préservation et la mise en valeur des milieux naturels emblématiques de la région ; la place de la biodiversité dans l'image de la Basse-Normandie, les liens à renforcer avec l'action touristique et les activités de nature ; une nécessaire connaissance scientifique de la biodiversité, pour faciliter une prise de conscience, pour une approche rationnelle du sujet, s'appuyant sur la formation et des suivis évaluatifs ; la gouvernance autour des questions de biodiversité, de patrimoines et d'équilibres écologiques, les modes de décision et d'implication de chacun.
Réussites	<ul style="list-style-type: none"> L'implication des acteurs régionaux : le taux de réponses aux demandes de relecture et d'amendement du diagnostic, ainsi que la participation à la discussion sur les enjeux du territoire lors de la deuxième réunion du comité de pilotage ont été jugés satisfaisants. Les principaux acteurs du patrimoine naturel bas-normand ont contribué à la réalisation de l'état des lieux de la biodiversité et partagent les enjeux définis pour le territoire. Ce diagnostic n'a pas été conçu dans une logique d'exhaustivité, mais bien avec la volonté d'en faire un document stratégique et partagé dressant l'état des lieux général de la biodiversité régionale, de sa connaissance, des politiques qui la concernent et des interactions avec les activités socio-économiques du territoire. Cette approche favorise l'identification des besoins, en termes d'acquisition de connaissances notamment, ainsi qu'une prise en compte transversale et intégrée de la biodiversité dans les différentes politiques sectorielles du territoire.

5. Analyse de la stratégie

5.1 - Zoom sur son élaboration

Qui et quand ?	La Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité a été élaborée dans le cadre d'un large processus participatif, entre fin 2006 et fin 2007, par un bureau d'études mandaté par la Région. 18 mois de travail ont été nécessaires pour élaborer et valider la SRB.
Modalités de gouvernance pour l'élaboration de la stratégie	<p>Le Conseil régional de Basse-Normandie a initié et porté l'élaboration de la SRB. Pour cela, la Région a mis en place une démarche participative associant tous les acteurs régionaux concernés par la biodiversité et ses enjeux.</p> <p>Les instances de gouvernance mises en place pour l'élaboration de la stratégie :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un comité de pilotage externe (COPIL) comprenant les principaux acteurs du territoire concernés par la gestion et l'utilisation de la nature a été mis en place pour suivre et contribuer à l'élaboration de la SRB : ADEME, Agence de l'eau, CBN de Brest, Conservatoire du littoral, CFEN, Chambre d'agriculture de Normandie, Conseils généraux, CPIE, CSRPN, DIREN, INRA, ONF, ONCFS, ONEMA, 3 PNR, ainsi que plusieurs services du Conseil régional de Basse-Normandie (environnement et développement durable, aménagement du territoire et prospective, agriculture, transports...).

Modalités de gouvernance pour l'élaboration de la stratégie	<p>Il s'est réuni à 4 occasions (4 demi-journées) :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. présentation de l'étude et de sa méthode ; 2. discussion autour des enjeux prioritaires en termes de biodiversité ; 3. adoption du diagnostic partagé et présentation des plans d'actions de la stratégie ; 4. restitution finale. <ul style="list-style-type: none"> • Un groupe de travail interne avec les élus régionaux de la commission « Environnement, ruralité et agriculture durable », et les services intéressés de la Région⁷ a également été mis en place. Il a été mobilisé à 2 reprises lors de la définition des orientations et des plans d'actions de la SRB. <p>Les modalités de gouvernance dans le déroulement de la démarche :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Conseil régional de Basse-Normandie a défini en interne le cahier des charges précisant les modalités de structuration et d'élaboration du diagnostic et de la stratégie, puis a confié cette mission à un prestataire de services (bureau d'études en environnement). • Lors du lancement de la démarche, le bureau d'études mandaté par la Région a mené une quarantaine d'entretiens individuels auprès des principaux acteurs régionaux du patrimoine naturel (membres du COPIL externe, chambres d'agriculture départementales, associations naturalistes locales, organisations professionnelles, services du Conseil régional (économie, tourisme, culture, recherche, formation...)), portant sur l'état des lieux, les enjeux, et les priorités régionales en termes de préservation de la biodiversité, mais aussi sur les attentes des acteurs vis-à-vis de l'intervention de la Région dans ce domaine. • Pour l'élaboration du diagnostic, le prestataire a réalisé un important travail documentaire (collecte et synthèse des données existantes auprès des principales structures régionales concernées : DIREN, Conseils généraux, CBN, CEL, associations naturalistes...), enrichi par les entretiens menés auprès des partenaires. <p>Les échanges avec les acteurs associés, en externe et en interne au Conseil régional, se sont fait via :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ un système de relecture et de contributions écrites sur la base de notes intermédiaires rédigées par le prestataire et envoyées aux membres du COPIL ; ➢ la deuxième réunion du COPIL où les enjeux proposés ont été débattus, amendés et hiérarchisés. Ce travail sur les enjeux régionaux de préservation de la biodiversité s'est d'abord organisé en sous-groupes thématiques, puis en commun. <ul style="list-style-type: none"> • Les 7 orientations structurant la stratégie, ainsi que le contenu des 10 plans d'actions, ont été définis en interne à la Région, sur la base de l'état des lieux et des enjeux partagés : <ul style="list-style-type: none"> ➢ par un système de relecture thématique par les services référents de la Région ; ➢ lors des 2 réunions du groupe de travail interne ; ➢ les membres du COPIL externe ont également pu réagir sur les orientations et actions proposées lors de la troisième réunion du comité de pilotage de la SRB. <p>⚠ Pour plus de détails voir également le paragraphe « Analyse du diagnostic du territoire ».</p>
Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> • La démarche d'élaboration de la SRB a connu des débuts difficiles. En effet, la Région intervenait jusqu'alors de façon assez limitée sur cette thématique, et la question de sa légitimité pour lancer une initiative de ce type s'est posée. C'est d'ailleurs pour cela que la stratégie se nomme « Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité », et non « Stratégie régionale pour la biodiversité ». Pour plus de détails voir le paragraphe « Genèse de la stratégie ». • En interne à la Région : <ul style="list-style-type: none"> ➢ le niveau d'implication a été variable en fonction des directions/services, de leur connaissance, sensibilisation et sensibilité à la biodiversité et à ses enjeux ; ➢ les orientations et actions ont essentiellement été proposées par la direction « Environnement et développement durable ». Les autres directions/services associés ont en effet contribué à leur définition mais ont rarement été force de proposition.

⁷ Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, p.11.

Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> Afin d'assurer une participation active des différents services/directions de la Région, un groupe de travail interne a été mis en place. En effet, une partie du personnel de la Région ne se sentait pas « assez expert » pour intervenir et donner son opinion face aux spécialistes du patrimoine naturel régional composant le comité de pilotage. La mise en place de ce groupe de travail s'est donc avérée nécessaire pour assurer la liberté de parole nécessaire en interne au Conseil régional. Le comité de pilotage aurait pu être élargi à d'autres acteurs socioprofessionnels du territoire (ex : pêcheurs) afin de les impliquer activement dans la démarche.
Réussites	<ul style="list-style-type: none"> Malgré des débuts difficiles, l'implication des différents partenaires sollicités en interne et en externe au Conseil régional a été jugée relativement satisfaisante (ex : après relances, environ ¾ d'entre eux ont envoyé des contributions écrites sur les parties du diagnostic les concernant. Le taux de participation aux différentes réunions du COPIL a également été jugé satisfaisant). Bien qu'essentiellement définie en interne au Conseil régional, la stratégie de la Région pour la biodiversité s'appuie sur un diagnostic et des enjeux partagés par les principaux acteurs régionaux. Ces derniers ont par ailleurs pu réagir sur les orientations et actions proposées par la Région, notamment en ce qui concerne les actions partenariales, et contribuer ainsi à l'élaboration des 10 plans d'actions. Une fois validée, la stratégie de la Région pour la biodiversité a été largement diffusée sous forme d'une plaquette synthétique et d'un CD Rom contenant l'intégralité du document. Plus de 300 exemplaires ont été envoyés aux principaux partenaires régionaux, aux associations nationales de protection de la nature, aux autres Régions, etc.
Remarques	Le choix de travailler avec un prestataire de services a été fait essentiellement par manque de moyens humains, et n'a pas été ressenti comme une difficulté particulière bien qu'un important travail de cadrage et de relecture ait été nécessaire.

5.2 - Zoom sur son contenu

Référence aux documents cadre Biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> Convention sur la diversité biologique. Evaluation des Ecosystèmes pour le Millénaire. 6^{ème} programme d'actions européen pour l'environnement de l'Union Européenne. Stratégie nationale pour la biodiversité : « <i>Parce qu'elle prend conscience de ses atouts et des potentialités écologiques de son territoire, la Basse-Normandie souhaite jouer un rôle d'exemplarité dans les nouvelles politiques pour la biodiversité et revendique de se positionner, en tant que région agricole et touristique du nord-ouest de la France, comme une région pilote pour l'application de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité</i> »⁸.
Principaux objectifs	<p>« La suite logique de l'analyse de l'état des lieux et du diagnostic, les discussions sur les enjeux avec les partenaires et les travaux internes à la Région ont permis de proposer, comme objectifs transversaux majeurs de la stratégie de la Région pour la biodiversité, les sept orientations suivantes »⁹ :</p> <ul style="list-style-type: none"> Définir les trames écologiques et un cadre de référence écologique pour les politiques des territoires ruraux et urbains. Affirmer la biodiversité comme une ressource économique à long terme des territoires. Mettre en valeur les richesses biologiques et les milieux naturels remarquables de la région. Anticiper les conséquences du changement climatique et la problématique des espèces invasives. Contribuer à enrichir et valoriser la connaissance et la recherche sur la biodiversité régionale. Sensibiliser, mobiliser, former les élus, les professionnels et les entreprises concernés. Éduquer et impliquer des éco-citoyens, partenaires de la nature de proximité.

⁸ Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, p.7, p.69.

⁹ Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, p.69.

Structuration	<p>La stratégie comprend 60 actions réparties en 10 plans d'actions (PA). Chacun d'entre eux se structure de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> la présentation et les objectifs du plan d'actions, ainsi que sa justification par rapport aux enjeux et aux orientations de la stratégie ; les actions entrant dans le champ de compétences directes de la Région ; les propositions d'actions partenariales. <p>Chaque action présentée comporte deux parties : sa description et ses objectifs, et sa déclinaison concrète.</p>
Contenu de la stratégie	<p>1. PA Biodiversité et territoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> Actions entrant dans le champ de compétences directes de la Région : <i>Maintenir l'exemplarité des PNR sur la biodiversité</i> (déclinaison de la SRB dans les nouvelles chartes, inciter le renforcement des échanges et de la mise en réseau entre les PNR sur la thématique biodiversité) ; <i>Promouvoir et soutenir des plans locaux pour la biodiversité</i> (Cf CPER. Définir le cadre de référence et un premier cahier des charges, mettre en place un dispositif expérimental incitatif et définir les modalités d'aides financières) ; <i>Initier l'évaluation économique des ressources et services fournis par les écosystèmes</i> (poursuivre et concrétiser les partenariats avec la mission Biodiversité de la Caisse des dépôts et des consignations, lancer des évaluations économiques locales et soutenir et évaluer les actions de développement économique basées sur la valorisation de la biodiversité, diffuser les conclusions). Propositions d'actions partenariales : <i>Fournir aux Pays un pré-inventaire de leur biodiversité</i> (lancer des études, élaborer des fiches locales pour permettre à la Région de diffuser un porter à connaissance dans les SCOT ou diagnostics de territoires complémentaire à celui de l'Etat, intégrer la biodiversité dans l'avis de la Région sur les SCOT, contribuer à mettre en place un dispositif d'inventaire régional) ; <i>Sensibiliser et accompagner les agents de développement local</i> (organiser des journées de sensibilisation, organiser un réseau local de référents territoriaux « biodiversité » en appui aux collectivités) ; <i>Maintenir ou restaurer des trames vertes et des corridors écologiques</i> (soutenir le maintien et la restauration des corridors écologiques, soutenir la mise en place de schémas locaux du type « trames vertes », capitaliser les bonnes pratiques...). <p>2. PA Agriculture, forêts et bocages :</p> <ul style="list-style-type: none"> Actions entrant dans le champ de compétences directes de la Région : <i>Soutenir l'agriculture biologique (AB) favorable à la biodiversité</i> (renforcer l'image et les bénéfices du « bio » sur les écosystèmes et la conservation de la biodiversité : financer des actions de recherche, de formation, de sensibilisation ou des campagnes de promotion des avantages du « bio » pour la nature, soutenir le développement de filières aval spécifiques « bio », organiser un suivi scientifique et cartographique des zones en AB...) ; <i>Agir pour la conservation du patrimoine génétique des espèces cultivées et des races animales</i> (préservation de la biodiversité domestique : mieux connaître le patrimoine agricole ancien menacé en dressant avec des associations et organismes compétents un état des lieux, promouvoir cette richesse régionale en favorisant l'organisation d'événements et de campagnes de promotion de l'agri-biodiversité régionale) ; <i>Aider le maintien d'une culture régionale sans OGM</i> (s'engager dans une politique incitative en direction des agriculteurs et des transformateurs, soutenir l'agriculture biologique et herbagère, soutenir l'IRQUA Normandie, accompagner un projet global de filière protéique sans OGM). Propositions d'actions partenariales : <i>Maintenir une agriculture respectueuse de l'environnement</i> (promouvoir la prise en compte de la biodiversité par les agriculteurs et partenaires dans les démarches territoriales, généraliser les pratiques agricoles favorables à la biodiversité dont les démarches AOC...) ; <i>S'engager sur des chartes « bois énergie et biodiversité »</i> (dans le cadre de la politique régionale Défi'NeRgie, établir avec les acteurs concernés une charte de bonnes pratiques écologiques pour l'exploitation et la valorisation énergétique du bois, intégrer les notions de biodiversité et de bois énergie dans les chartes forestières de territoire en partenariat notamment avec les Départements) ; <i>Promouvoir les constructions-bois utilisant le bois local</i> (contribuer à la mise en œuvre de la charte régionale bois-construction).

3. PA Mer et littoral :

- **Actions entrant dans le champ de compétences directes de la Région : Créer des RNR littorales et marines** (soutenir les initiatives locales de préservation de la biodiversité littorale, appuyer les opportunités de création de RNR sur le littoral) ; **Poursuivre les soutiens au Conservatoire du littoral** (consolider le partenariat existant et poursuivre le soutien financier au conservatoire et à ses actions (connaissance de la biodiversité littorale, études régionales, investissements destinés à la protection et à la gestion d'espaces écologiques sur le littoral bas-normand).
- **Propositions d'actions partenariales : Mobiliser les filières professionnelles** (via les compétences économiques et relatives à la formation professionnelle de la Région : soutenir la recherche régionale et l'innovation dans les filières de la mer, promouvoir et valoriser les produits de la mer) ; **Aider la biodiversité littorale à s'adapter au changement climatique** (inciter les communes littorales à prendre en compte cette problématique dans leurs réflexions et aménagements, l'intégrer dans les politiques régionales d'aménagement des territoires littoraux, inciter à une meilleure prise en compte de la biodiversité dans les opérations de défense contre la mer) ; **Renforcer la connaissance des écosystèmes des estuaires, des havres et des baies** (soutenir des programmes de recherche en écologie littorale en lien notamment avec les productions régionales, renforcer les actions relatives à la biodiversité dans le cadre de la contribution de la Région au GIP Seine aval) ; **Améliorer la prise en compte de la biodiversité dans le cadre de la gestion des eaux portuaires** (intégrer un volet biodiversité dans le Schéma directeur de développement portuaire, inciter à intégrer la biodiversité dans les objectifs de la démarche ISO 14001 du port de Caen-Ouistreham).

4. PA Tourisme et biodiversité :

- **Actions entrant dans le champ de compétences directes de la Région : Favoriser le potentiel de développement de l'éco-tourisme** (contribuer en lien avec le comité Régional du tourisme à la réalisation d'une étude régionale sur le tourisme de découverte de la nature : diagnostic et plan d'actions de formation et promotion) ; **Structurer le tourisme de nature sur les sites écologiques d'intérêt régional** (structurer le tourisme de nature régional en s'appuyant sur les PNR et structures aidées ou labellisées par la Région, mise en réseau des acteurs) ; **Soutenir les terroirs qui appuient leur performance sur une image « nature »** (intégrer la notion de biodiversité dans les stratégies territoriales de tourisme durable et soutien éventuel au marketing territorial).
- **Propositions d'actions partenariales : Mettre en réseau et valoriser des structures et des équipements éco-touristiques d'intérêt régional** (définir un schéma de sites et d'équipements éco-touristiques et scientifiques sur la biodiversité d'intérêt régional, favoriser l'ouverture au public des parcs et jardins botaniques et écologiques, étudier l'opportunité de cofinancement de projets éco-touristiques majeurs et solides d'ampleur régionale) ; **Associer biodiversité et image de région équestre** (mise en réseau des acteurs, soutien à la promotion des activités et des races anciennes régionales).

5. PA Milieux naturels :

- **Actions entrant dans le champ de compétences directes de la Région : Instaurer les RNR** (créer 10 RNR d'ici 2010) ; **Mettre en avant la biodiversité aquatique** (dans le cadre du programme Eau'jectif : soutien aux structures et aux actions de restauration, formation, recherche) ; **Intégrer la biodiversité dans la gestion des abords de voies ferrées** (dans le cadre du CPER : réalisation d'une étude de faisabilité sur le potentiel écologique des abords de voies ferrées et délaissés ferroviaires, constituer un réseau régional d'espaces et corridors biologiques le long des voies).
- **Propositions d'actions partenariales : Définir un plan régional pour les zones humides** (définir les contours de la trame bleue régionale, co-animer le réseau régional en faveur des zones humides, soutien aux structures et actions : inventaire des zones humides et des actions de préservation) ; **Soutenir l'acquisition et la gestion des espaces naturels et des trames écologiques** (acquisition foncière des espaces de biodiversité locale, soutien à la mise en œuvre de plans de gestion) ; **Conforter le réseau régional des gestionnaires d'espaces naturels** (conforter le réseau régional des gestionnaires de sites naturels en intégrant les futurs gestionnaires de RNR, prendre part à l'organisation des rencontres annuelles et journées thématiques).

6. PA Espèces :

- **Actions entrant dans le champ de compétences directes de la Région :** Contribuer au processus de connaissance des espèces dans les domaines qui intéressent le développement régional. **Suivre l'état de la biodiversité régionale grâce à des campagnes d'« éco-vigilance »** (soutien d'actions associatives ou institutionnelles mobilisant les citoyens autour de la biodiversité et notamment des espèces régionales emblématiques) ; **Contribuer à la restauration des populations de plantes messicoles** (soutenir les actions de connaissance et de préservation du CBN de Brest et diffuser les résultats auprès du monde agricole) ; **Réaffirmer le rôle des insectes pollinisateurs** (financer des études de suivi des populations régionales d'insectes pollinisateurs conjointement avec les associations spécialisées et la filière des fruitiers).
- **Propositions d'actions partenariales :** **Anticiper les évolutions de la biodiversité face au changement climatique** (soutenir des dispositifs de veille, établir des partenariats avec le monde agricole et forestier pour le suivi des évolutions des espèces cultivées et des nouveaux ravageurs des cultures, et avec le monde associatif et organismes de recherche pour le suivi des espèces indicatrices des évolutions climatiques) ; **Agir contre les espèces invasives** (participation à la mise en place et à l'animation du comité régional des espèces invasives : formalisation des partenariats et organisation d'un dispositif de suivi, actions de communication, définition de modalités annuelles d'intervention) ; **Poursuivre les actions de protection vis-à-vis des espèces rares et menacées** (poursuivre la réalisation et le suivi des plans de conservation pour une trentaine d'espèces menacées, soutenir la réalisation d'une liste rouge des espèces menacées, communiquer les enjeux et les résultats de ce programme auprès d'un public ciblé).

7. PA Connaissance et recherche sur la biodiversité :

- **Actions entrant dans le champ de compétences directes de la Région :** **Développer et valoriser les sciences du vivant** (soutien à des programmes de recherche et d'innovation dans les domaines technologiques et scientifiques, ainsi que dans les sciences humaines : économie et sciences sociales en lien avec la biodiversité, impacts du changement climatique, biodiversité et santé, développer les liens avec les gestionnaires d'espaces naturels) ; **Soutenir les organismes naturalistes et scientifiques** (soutien aux structures associatives et aux organismes scientifiques régionaux par le biais, respectivement du dispositif « Emplois tremplins » et des conventions pluriannuelles d'objectifs, mise en relation entre les scientifiques naturalistes et les organismes de recherche) ; **Aider l'innovation en finançant la recherche sur des thématiques liées à la biodiversité** (veiller à intégrer la biodiversité dans les programmes de recherche soutenus par la Région).
- **Propositions d'actions partenariales :** **Engager la cartographie des réseaux biologiques régionaux** (définir les cahiers des charges en cohérence avec les orientations nationales et envisager de manière concertée le lancement d'études des trames) ; **Participer à l'organisation de la connaissance sur la biodiversité régionale** (contribuer à la mise en place régionale du SINP et favoriser la diffusion de la connaissance) ; **Poursuivre les études visant à évaluer les impacts du changement climatique sur la biodiversité** (inciter et soutenir les programmes de recherche appliquée et de veille sur les impacts du changement climatique dans le prolongement du programme européen Interreg III Branch) ; **Se doter d'outils pour suivre l'évolution des bocages normands** (participer à l'actualisation du relevé du maillage des haies, contribuer au suivi qualitatif et quantitatif des bocages normands).

8. PA Une région « exemplaire » sur ses pratiques :

- **Actions entrant dans le champ de compétences directes de la Région :** **Intégrer la biodiversité dans les politiques régionales** (volet biodiversité de l'Agenda 21, via les évaluations stratégiques environnementales...) ; **Sensibiliser les agents et les élus régionaux** (organiser des demi-journées d'information et de formation générales sur la biodiversité, des visites sur des sites ou projets financés par la Région, ou pour observer les phénomènes biologiques les plus remarquables de la région) ; **Engager une gestion écologique des propriétés non bâties de la Région** (mettre en œuvre une gestion « écologique » du parc des abbayes aux Dames et d'Ardenne, de la propriété forestière de la Région, du patrimoine des lycées volontaires, réaliser un guide technique pour une biodiversité horticole dans les espaces verts des lycées) ; **Intégrer la biodiversité dans les marchés publics** : élaborer un guide d'achat public, prendre en compte la biodiversité

Contenu de la stratégie	<p>dans les procédures d'appels d'offres qui le nécessitent) ; Soutenir les actions de coopération décentralisée portant sur la biodiversité (inscrire la biodiversité parmi les sujets de coopération décentralisée, mise en réseau des partenaires) ; Assurer une veille sur les politiques et les directives européennes pour favoriser le transfert d'information sur le territoire régional (assurer une veille sur les politiques européennes relatives à la biodiversité et contribuer à la diffusion de l'information sur le territoire bas-normand).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Propositions d'actions partenariales : Développer des collaborations interrégionales sur les questions de biodiversité (démarche interrégionale sur les corridors écologiques des Régions du Bassin Parisien, intégration de la biodiversité dans les échanges des PNR du Grand ouest, via le GIP Seine Aval, collaborer avec les pays voisins dans le cadre de l'Arc Manche, de l'Arc Atlantique et du volet transfrontalier). <p>9. PA Formation, sensibilisation, éducation : Diffusion des connaissances et savoirs vers les populations cibles.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Actions entrant dans le champ de compétences directes de la Région : Développer l'éducation à la biodiversité (inciter à une plus grande prise en compte de la biodiversité dans l'appel à projets « éducation au développement durable », mettre en place des actions de sensibilisation pour les pratiquants de sports de pleine nature, s'appuyer sur les programmes d'actions de Relais d'Sciences pour sensibiliser les jeunes à l'écologie) ; Introduire la biodiversité dans les lycées (intégrer la biodiversité dans les projets financés, inciter à une plus grande prise en compte des produits issus de l'agriculture biologique et des filières de productions locales dans la restauration collective des lycées) ; Former des formateurs (identifier les formateurs et organismes de formation concernés, définir les besoins et contenus des formations, programmer les dispositifs de formation) ; Organiser un module de formation sur la biodiversité à destination des animateurs de Pays (proposer un module de formation spécifique sur la biodiversité aux animateurs des Pays, sensibiliser et former les commissaires-enquêteurs bas-normands sur les questions et enjeux relatifs à la biodiversité régionale et générale). • Propositions d'actions partenariales : Enrichir certaines formations professionnelles de modules sur la biodiversité (intégration de la biodiversité dans le Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles : former les agriculteurs et techniciens agricoles, pêcheurs et conchyliculteurs, les acteurs de la filière horticole, les professionnels et acteurs du tourisme, les acteurs de la sylviculture et de la filière bois). <p>10. PA Communication :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Actions entrant dans le champ de compétences directes de la Région : Communiquer sur la biodiversité auprès des agents et des élus de la Région (concevoir des documents informatifs et explicatifs internes sur la biodiversité et sa stratégie régionale, diffuser aux élus et agents les informations et outils techniques sur les actions qui les concernent, utiliser les outils et médias internes d'information) ; Assurer la diffusion de la stratégie de la Région pour la biodiversité (diffusion de la SRB comme document d'information et de travail pour les partenaires et les territoires, réalisation d'une plaquette d'information grand public, identification des relais territoriaux de mise en œuvre du document) ; Lancer une campagne de communication sur la biodiversité (définir les opportunités et le cadre de cette communication, associer positivement biodiversité et développement, innovation et performance...) ; Faire la promotion des bocages (rassembler les argumentaires sur les différents bocages normands, promouvoir le bocage comme un élément de la « marque » Basse-Normandie). • Propositions d'actions partenariales : Accueillir des événements scientifiques ; Soutenir des publications.
Politiques sectorielles prises en compte	Politiques régionales : aménagement du territoire, agriculture et forêt, pêche, tourisme, transports et déplacements, recherche, formation professionnelle, éducation à l'environnement, communication...
Prise en compte des engagements du Grenelle	Développement des surfaces d'aires protégées (RNR) ; Mise en place d'une trame verte et bleue.

Référence à d'autres documents territoriaux	SRADT, Agenda 21, PLU, SCoT, SDAGE, SAGE, Schéma directeur de développement portuaire.
Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> Un grand nombre d'actions sont identifiées dans les 10 plans d'actions : <ul style="list-style-type: none"> certaines d'entre elles sont redondantes d'un plan d'actions à l'autre ce qui peut parfois entraîner un certain manque de lisibilité ; leur définition précise et leur niveau opérationnel restent très généraux ; pour la plupart d'entre elles les modalités précises de leur mise en œuvre (moyens mobilisables, calendrier, financement, etc.) ne sont pas identifiées.
Réussites	<ul style="list-style-type: none"> La Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité intègre la prise en compte de la biodiversité dans la quasi-totalité des politiques régionales sectorielles, et s'appuie sur un certain nombre de dispositifs préexistants. Par ailleurs, les acteurs locaux sur lesquels doit s'appuyer la mise en œuvre des actions sont généralement clairement identifiés. L'articulation avec les autres documents de planification régionale, et notamment le SRADT, le CPER et l'Agenda 21, est omniprésente dans la stratégie et ses plans d'actions. Le diagnostic régional et les actions partenariales inscrites dans cette stratégie sont considérés comme une production collective ayant reçu une adhésion de principe des acteurs représentés et identifiés dans les propositions d'actions partenariales.
Remarques	<ul style="list-style-type: none"> 2/3 des actions proposées relèvent des compétences de la Région. Globalement, la SRB est composée pour moitié : <ul style="list-style-type: none"> d'actions préexistantes, généralement menées par la Région ; d'actions « nouvelles » issues de la démarche (ex : formation professionnelle, travail partenarial sur les espèces invasives, mise en place des RNR, charte des bonnes pratiques pour l'exploitation et la valorisation énergétique du bois issu du bocage ...). Les actions définies restent très générales et peu détaillées dans leurs finalités et modalités de mise en œuvre (moyens à mobiliser, finalités, calendrier...), afin de conserver une certaine adaptabilité de la stratégie et de ses plans d'actions. L'émergence et/ou la mise en œuvre des actions répondent en effet souvent à des logiques d'opportunités. Ce niveau généraliste et relativement peu opérationnel des actions n'est pas perçu aujourd'hui comme une difficulté par la Région.

5.3 - Zoom sur sa mise en œuvre

Modalités de mise en œuvre	<p>Les actions entrant dans le champ de compétences directes de la Région définies dans la stratégie sont mises en œuvre par le Conseil régional de Basse-Normandie, et plus spécifiquement par sa Direction environnement et développement durable (DEDD).</p> <p>Les acteurs identifiés dans les propositions d'actions partenariales ont donné leur accord de principe pour mettre en œuvre ces actions en collaboration avec la Région.</p> <p>⚠ Pour plus de détails voir le paragraphe « Modalités de gouvernance pour la mise en œuvre de la stratégie ».</p>
Identification des moyens	<p>Moyens réglementaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> Création de RNR. Soutien aux PNR. <p>Moyens financiers :</p> <p>Le financement du dispositif s'appuie sur le budget régional, le contrat de projets État-Région 2007-2013 (environ 6 millions d'euros prévus sur la préservation des milieux naturels, de la biodiversité et des paysages, et 5 millions sur le soutien aux PNR), ainsi que sur les programmes opérationnels des fonds structurels européens (PO FEDER : environ 1 million d'euros sur la période 2007-2013). La mise en œuvre de certaines actions faisant appel à d'autres lignes budgétaires sectorielles de la Région, il n'est pas toujours possible d'évaluer le montant total mobilisé pour la mise en œuvre de la stratégie.</p>

Moyens fonciers :

Via le soutien financier de la Région au Conservatoire du littoral. L'intervention de la SAFER et de l'établissement public foncier de Normandie est également envisagée mais non mise en place pour l'instant.

Moyens directs :

- Les modes d'intervention de la Région pour la mise en œuvre des actions de la stratégie sont variables (*pour plus de détails voir le paragraphe « Contenu de la stratégie »*) :
 - **soutien financier à des organismes** (ex : PNR, Conservatoire du littoral, IRQA Normandie, associations, convention avec l'Agence de l'eau...). Par exemple, dans le cadre du plan d'actions « Espèces », *« la Région soutiendra les associations qui portent des projets régionaux dans ce domaine, les plans de sauvegarde d'espèces vulnérables, et les campagnes qui impliquent l'appel à la participation citoyenne sur tout le territoire régional »* ;
 - **soutien financier à la réalisation d'actions** : Ex : Dans le cadre du plan d'actions « Espèces », la Région soutiendra également financièrement *« les études et les actions sur des espèces ou des ressources biologiques, en lien avec les intérêts économiques régionaux, et avec les grands bouleversements écologiques à surveiller »* ;
 - **facilitation et incitation** : Compte tenu de son périmètre de compétences, la Région se positionne souvent comme un organisme qui incite et facilite les démarches favorables à la préservation de la biodiversité dans le cadre de ses politiques sectorielles. A titre d'exemple, la Région précise dans son plan d'actions « Agriculture » que *« les leviers d'action de la Région sont faibles par rapport notamment au cadre de la politique agricole commune (PAC) et aux dispositifs réglementaires et financiers de l'État. La démarche de la Région vise donc à intervenir sur des leviers d'action ponctuels mais efficaces dans la continuité des politiques régionales, agricoles et maritimes, et dans l'esprit des grands chantiers du SRADT »*. De même, pour son plan d'actions « Mer », *« la Région réfléchira aux moyens pour inciter et aider les territoires côtiers à intégrer la biodiversité dans leurs projets de territoire dans le cadre du grand chantier n°10 du SRADT »*. La Région a également joué le rôle de facilitateur pour la signature de la convention PNR-CRT.
 - **animation** : ex : animation au côté de l'Etat du comité régional des espèces invasives ;
 - **suivi technique** : ex : pour la réalisation d'études ;
 - **formation** : la stratégie prévoit notamment la mise en place de formations à destination des agents et élus régionaux...;
 - **information et communication** : des actions de communication sur les champs couverts par la stratégie sur la biodiversité sont notamment prévues à destination du grand public et des principaux acteurs concernés.

Chaque action peut bénéficier de plusieurs types d'intervention.

- Il convient également de préciser que la mise en œuvre du plan d'actions « Biodiversité & territoires » s'inscrit dans les 4 grands principes de nouvelle gouvernance définis dans le SRADT : valoriser l'échelon régional comme niveau pertinent d'animation du territoire, **activer le principe de subsidiarité**, coopérer pour mieux gérer, et régénérer le dialogue social¹⁰.
- **Différents outils de mise en œuvre sont présentés dans les plans d'actions.** On citera notamment :
 - la promotion et le soutien aux **plans locaux pour la biodiversité** : outil de la déclinaison de la stratégie de la Région pour la biodiversité, ces plans locaux constituent un dispositif devant s'accompagner d'un porter à connaissance, d'outils méthodologiques, et d'aides financières (volet territorial du CPER 2007-2013). Ces plans doivent notamment permettre de concrétiser les volets biodiversité des Agenda 21 locaux. A ce jour, aucun plan local pour la biodiversité n'a encore été mis en place (l'appel à projets envisagé pour initier les premières démarches est en attente).
 - le dispositif « emploi-tremplin » visant à soutenir l'emploi associatif dans le domaine de la biodiversité. Mis en place en 2006, ce dispositif a permis de soutenir une dizaine d'emplois associatifs dédiés à la biodiversité.

¹⁰ Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, p.72.

Modalités de gouvernance pour la mise en œuvre de la stratégie	<p>Les 10 plans d'actions de la Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité sont mis en place par les services de la Région sous le pilotage de la Direction de l'environnement et du développement durable¹¹.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les actions entrant dans le champ de compétences directes de la Région : <ul style="list-style-type: none"> ➤ La SRB indique que « <i>pour chaque plan d'actions, un pilote interne aux services est identifié, qui animera les processus de mise en place et rendra compte du suivi des actions</i> »¹². <p>Suite à l'adoption de la SRB, un ou des services référents ont été identifiés pour chacune des actions de la stratégie. Le pilotage et la mise en œuvre des actions sont cependant essentiellement assurés par la Direction environnement et développement durable, et notamment par la chargée de mission « patrimoine naturel et PNR ».</p> ➤ Il existe des relations interservices pour la mise en œuvre des actions de la SRB, sans pour autant que le pilotage soit assuré par le service référent, exception faite du plan « Agriculture et biodiversité » piloté et mis en œuvre par la Direction de l'agriculture et des ressources marines de la Région. • Pour les actions partenariales : <ul style="list-style-type: none"> ➤ La mise en œuvre des actions partenariales proposées dans la SRB doit être menée de concert entre la Région et le ou les partenaires identifiés, et donc volontaires. ➤ Le dispositif de pilotage et de suivi présenté dans la SRB prévoit « <i>la création d'un comité bas normand pour la biodiversité en Basse-Normandie, au sein duquel l'engagement des participants pourrait être formalisé dans un document écrit tel qu'une charte. Cette approche réunissant à minima l'État et ses Établissements publics concernés, la Région, les trois Départements et les trois Parcs Naturels Régionaux. Le comité de pilotage préparatoire à cette stratégie de la Région pour la biodiversité pourrait ainsi être pérennisé, en l'élargissant à d'autres partenaires, notamment ceux issus des filières professionnelles concernées.</i> »¹³. <p>A ce jour, ni le comité bas-normand, ni la charte ne sont mis en place. En effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les partenariats se mettent en place action par action, essentiellement en fonction des opportunités. La plupart d'entre eux étant formalisés par des conventions, il semblerait que la Région ne ressente pas le besoin d'élaborer une charte qui pourrait être perçue comme un document contractuel se surajoutant aux autres, une « formalité » de plus sans réelle valeur ajoutée. A ce jour, l'élaboration de la charte ne semble plus être d'actualité ; ✓ pour l'instant la mise en place du comité bas-normand n'a pas été considéré comme prioritaire par la Région : <ul style="list-style-type: none"> - en Basse-Normandie les acteurs du patrimoine naturel sont relativement peu nombreux et sont amenés à se rencontrer régulièrement dans les différentes instances existantes. La mise en place d'une instance de plus, uniquement dédiée à la mise en œuvre de la stratégie de la Région n'a pas été jugée utile ; - des comités régionaux thématiques ont été mis en place dans le cadre d'actions de la SRB (ex : comité espèces invasives, comité charte bocagère...) ; - ces 2 dernières années les priorités ont été nombreuses : mise en œuvre des actions de la SRB, révision des chartes des 3 PNR, création de RNR, préparation de la démarche d'élaboration du schéma régional de cohérence écologique (SRCE)... <p>La question de sa mise en place se pose aujourd'hui (<i>pour plus de détails voir le paragraphe « Difficultés »</i>).</p>
Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> • Des modalités de mise en œuvre des actions définies de façon générale et non priorisée : <ul style="list-style-type: none"> ➤ pour beaucoup des actions identifiées dans la stratégie, la Région doit intervenir en « <i>réfléchissant à des leviers d'actions</i> », en « <i>incitant les acteurs à</i> », en intégrant la dimension biodiversité dans ses autres politiques sectorielles....mais les plans d'actions identifient finalement assez peu d'outils et de moyens d'intervention concrets ; ➤ la stratégie n'identifie pas de priorités dans la mise en œuvre de ses actions.

¹¹ Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, p.117.

¹² Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, p.117.

¹³ Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, p.118.

Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> • Il semblerait que la mise en œuvre de la stratégie souffre, d'un certain manque : <ul style="list-style-type: none"> ➤ de portage politique, la biodiversité n'étant pas encore un sujet très connu et qui sensibilise vraiment les décideurs ; ➤ d'allocation de moyens (humains et financiers) : la mise en œuvre des actions relevant des compétences directes de la Région, ainsi que l'animation et le suivi des partenariats reposent essentiellement sur une personne devant également gérer d'autres missions (révision des chartes de PNR, arrivée du SRCE, etc.). La mise en œuvre des actions de la SRB répond donc souvent à une logique d'opportunités, et passe parfois après d'autres priorités (PNR, RNR, SRCE...) ; ➤ et par conséquent, d'animation : <ul style="list-style-type: none"> ✓ à ce jour, le comité bas-normand, instance de gouvernance chargée du suivi de la mise en œuvre de la stratégie, n'est pas mis en place ; ✓ les acteurs et partenaires ayant été associés à l'élaboration de la stratégie ont peu de retour et de visibilité sur la mise en œuvre de la stratégie et les actions réalisées. • Abandon du projet de réalisation d'une charte formalisant les partenariats : les partenariats étant gérés au cas par cas, et action par action, un document cadre synthétisant les engagements et les modalités d'intervention de chacun permettrait toutefois d'apporter plus de visibilité interne et externe sur la mise en œuvre de la stratégie et les collaborations mises en place. • Au sein du Conseil régional, malgré l'identification de services référents pour la mise en œuvre des actions, la Direction de l'environnement et du développement durable reste « initiatrice ». Elle gère et coordonne la mise en œuvre de la plupart des actions. Même si l'élaboration de cette stratégie et la mise en œuvre de ses actions a favorisé les relations et le travail interservices (ex : agriculture, forêt, formation professionnelle, tourisme...), l'implication des différentes directions et la prise en compte de la biodiversité dans les politiques sectorielles régionales est encore jugée insuffisante.
Réussites	<ul style="list-style-type: none"> • Malgré l'ensemble des difficultés évoquées, la mise en œuvre des actions relevant des compétences directes de la Région est bien avancée : plus de 80% des actions sont engagées début 2010 (<i>pour plus de détails voir le paragraphe « Zoom sur les premières réalisations et les premiers résultats de la stratégie »</i>). • La mise en œuvre de la stratégie favorise le travail interservices et l'intégration de la dimension biodiversité dans certaines politiques sectorielles régionales (ex : formation professionnelle). • Les principales modalités de mise en œuvre de la stratégie, à commencer par la mise en place d'un comité bas-normand et d'une charte formalisant les engagements des partenaires, sont clairement prévues et identifiées dans la stratégie. • Dans les propositions d'actions partenariales, l'identification d'un partenaire implique un accord de principe de ce dernier. Tous les partenaires cités sont donc théoriquement volontaires pour s'engager dans la réalisation de ces actions au côté de la Région.

5.4 - Zoom sur son suivi-évaluation

Définition d'indicateurs	<p>Un dispositif de suivi-évaluation est défini dans la stratégie. Il comprend 25 indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 indicateurs d'état (ex : nombre d'espèces végétales et animales observées en Basse-Normandie) ; • 6 indicateurs de pression (ex : nombre d'espèces menacées, disparues (listes rouges, noires...)) ; • 14 indicateurs de réponses (ex : nombre et superficie des réserves naturelles régionales créées).
Définition de résultats attendus	Non

Modalités de suivi/évaluation de la stratégie	<p><i>Prévues :</i></p> <p>« Un processus de suivi et de réajustement de la stratégie sera engagé. Différents comités seront mis en place pour l'élaboration de cette première stratégie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comité régional partenarial pour la biodiversité ; • Comité de pilotage interne avec les élus et les services dont le rythme des réunions de travail devra être annualisé ; • Information du CSRPN. <p>La DEDD mettra en place avec les personnes chargées du pilotage des plans d'actions, un tableau de bord à renseigner avec quelques indicateurs clés »¹⁴.</p> <hr/> <p><i>Réalisées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La stratégie de la Région pour la biodiversité a été présentée au CSRPN en décembre 2007. • A ce jour, les comités prévus n'ont pas été mis en place. • La DEDD a élaboré un tableau Excel de suivi de l'état d'avancement des actions. Il indique pour chaque plan d'actions, et action par action : <ul style="list-style-type: none"> ➢ si l'action est « achevée ou bien avancée », « engagée mais qui reste à développer », « non engagées », « remise en cause totalement ou partiellement » ; ➢ les principales réalisations et leur état d'avancement. • Les indicateurs sont partiellement renseignés, plus ou moins régulièrement, par la DEDD. De nouveaux indicateurs ont par ailleurs été définis, portant le nombre total d'indicateurs à 35. • La DEDD réalise également des bilans ponctuels de l'état d'avancement de la stratégie et de ses plans d'actions. A ce jour, 3 bilans ont été réalisés en sollicitant en interne les services concernés : en avril 2009, en décembre 2009 et en avril 2010. Ces bilans sont diffusés en interne au Conseil régional, essentiellement à destination de l'échelon politique et de la Direction générale des services.
Gouvernance	<p>Voir le paragraphe « Modalités de suivi/évaluation de la stratégie » ci-dessus.</p>
Difficultés	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'une instance de suivi global de la mise en œuvre de la stratégie et de ses 10 plans d'actions. • Pas de retours réguliers sur l'état d'avancement global de la stratégie et de ses plans d'actions à destination des principaux partenaires impliqués : manque de visibilité de l'intervention Régionale. • Des indicateurs clairement définis...mais ne pouvant pas toujours être renseignés par manque de données et d'informations.
Réussites	<ul style="list-style-type: none"> • Même s'il n'a pour l'instant qu'une vocation interne et reste assez simple, un tableau de suivi des actions de la stratégie a été mis en place par la DEDD. Elle élabore également des bilans de suivi lui permettant d'avoir une vision globale des actions qu'elle engage et des difficultés rencontrées. • Malgré un renseignement partiel et plus ou moins régulier, la DEDD dispose d'une batterie d'indicateurs lui permettant le cas échéant de dresser un premier bilan des résultats et avancées obtenues grâce à la mise en œuvre de la stratégie.

5.5 - Zoom sur ses premières réalisations et ses premiers résultats

Principales réalisations et résultats	<p>Source : Bilan et perspectives de la Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, avril 2010 :</p> <p>Bilan quantitatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 60 actions réparties en 10 plans d'actions : <ul style="list-style-type: none"> ➢ 50 actions sont engagées (83%) : 17 actions sont achevées ou très avancées, et 33 actions sont engagées mais restent à développer ; ➢ 10 actions ne sont pas engagées (16%) (sujets transversaux, évolution du contexte...).
---------------------------------------	--

¹⁴ Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, p.119.

Principales réalisations et résultats	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 35 indicateurs partiellement complétés. • Près de 530 000 € engagés entre janvier 2008 et mars 2010 (hors Conservatoire du littoral et PNR). <p>Bilan qualitatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les plans d'actions les plus avancés : espèces, milieux naturels, agriculture. • Les plans d'actions les moins avancés : biodiversité et territoires, connaissance et recherche, communication (difficultés de contexte et de moyens rencontrées). • Des degrés d'avancement hétérogènes : des thématiques plus spécialisées, des partenariats avec les autres services ou directions plus ou moins aisés (outils différents, modalités de fonctionnement..), des moyens limités. <p>Quelques exemples de réalisations¹⁵ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rédaction d'une charte régionale des bonnes pratiques bocagères en partenariat avec de nombreux acteurs ; • 2 RNR classées (20 ha) : RNR des anciennes carrières d'Orival (14), RNR géologique de Normandie-Maine (61); 2 projets très avancés; 4 projets en cours de montage ; • intégration des RNR au réseau des gestionnaires de réserves naturelles de Basse-Normandie ; • café-débat sur la biodiversité pour les agents de la Région ; • co-organisation avec l'Etat des Rencontres Régionales pour la biodiversité (2009 : séminaire "espèces invasives" avec près de 140 participants, 2010 : Trame verte et bleue)...
Remarques	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en œuvre des plans d'actions de la stratégie est globalement bien avancée, et aboutie à des réalisations et à des résultats concrets. Un manque de retours réguliers sur la mise en œuvre globale de la stratégie et ses principaux résultats auprès des partenaires ayant participé à la démarche est toutefois à signaler. • Il semblerait que les degrés d'avancement hétérogènes entre les différents plans d'actions soient étroitement liés aux difficultés de mise en œuvre évoquées précédemment (manque d'animation de la stratégie, sensibilité à la préservation de la biodiversité variable en fonction des services...).

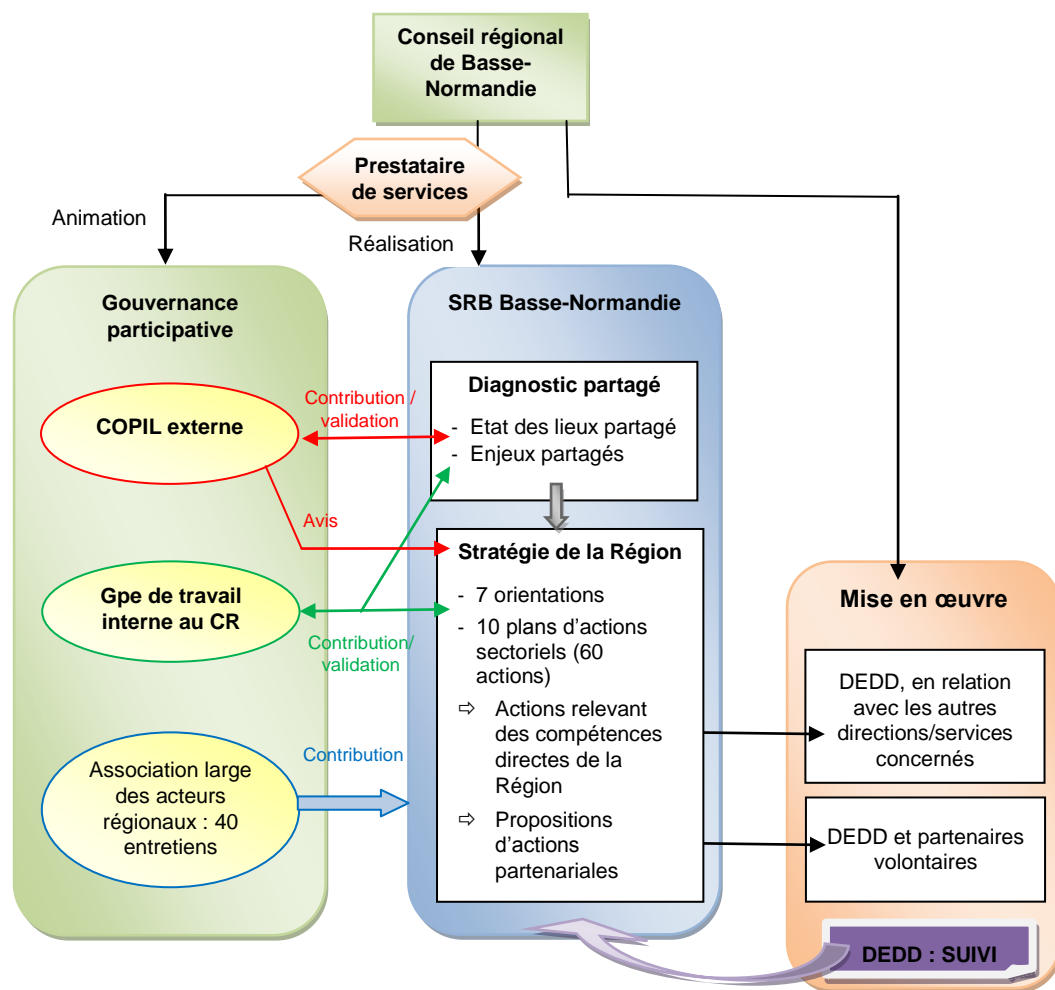
6. Autres

Les réflexions sur l'élaboration du futur schéma régional de cohérence écologique (SRCE) sont engagées en collaboration avec la DREAL : travail sur un projet de cahier des charges, réflexion sur des échanges interrégionaux avec les Régions limitrophes...

¹⁵ Tableau de suivi de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie de la Région pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, avril 2010.

7. Bilan synthétique

Schéma synthétique de la stratégie :



Principaux freins et difficultés rencontrés

1) Des débuts difficiles et une question de légitimité pour la Région :

La Région a souhaité renforcer son intervention dans la préservation de la biodiversité en proposant l'élaboration d'une stratégie régionale, au sens territorial du terme, partagée par tous les acteurs régionaux concernés et constituant un cadre commun d'intervention. Le Conseil régional n'étant pas jusqu'alors identifié comme un des acteurs clés du territoire dans ce domaine, contrairement à d'autres organismes régionaux, la question de sa légitimité pour lancer une telle démarche s'est posée. La stratégie régionale pour la biodiversité a donc du évoluer vers la « Stratégie du Conseil régional de Basse-Normandie pour la biodiversité » basée sur un diagnostic et des enjeux partagés, mais n'engageant formellement que la Région dans sa mise en œuvre.

2) Une stratégie relativement complète, dont la mise en œuvre est bien avancée, mais qui souffre d'un manque d'animation, de suivi et de communication. En effet, le manque de portage politique, et donc d'allocation de moyens (humains et financiers) signalé ne permettrait pas de « faire vivre » la stratégie comme il se doit :

- la mise en œuvre des actions répond souvent à une logique d'opportunité, et dépend des priorités du moment ;
- l'instance de gouvernance prévue pour suivre la mise en œuvre globale de la stratégie n'a pas encore été mise en place. Il en est de même pour la charte devant formaliser les engagements des partenaires pour la mise en œuvre des actions partenariales ;
- le dispositif de suivi-évaluation prévu initialement n'a été que partiellement mis en place ;
- pas ou peu de visibilité globale des actions réalisées et des partenariats mis en place.

Principaux freins et difficultés rencontrés	<p>⇒ A ce jour, les acteurs régionaux ayant participé à l'élaboration de la stratégie n'ont pas de visibilité globale de sa mise en œuvre et de ses premiers résultats. Il est en effet important de « <i>donner à voir</i> » ce qui est fait (83% des actions sont engagées) pour mobiliser et convaincre en interne et en externe.</p> <p>3) Malgré une mobilisation interne au Conseil régional pour l'élaboration de la stratégie, l'implication des différents services dans la mise en œuvre des actions, et la prise en compte de la biodiversité dans les politiques sectorielles régionales sont encore jugées insuffisantes. La DEDD reste en effet le pilote de la plupart des actions, et on constate des degrés d'avancement hétérogènes entre plans d'actions.</p> <p>4) La définition des nombreuses actions identifiées dans la stratégie reste d'un niveau très général et peu opérationnel.</p>
Principaux leviers d'actions, réussites et valeur ajoutée identifiés	<p>1) Une structuration claire du document, une présentation communicante (CD Rom et plaquette), et une large diffusion de la SRB.</p> <p>2) Une stratégie élaborée dans le cadre d'une démarche participative ayant mobilisé la plupart des acteurs régionaux concernés : la stratégie s'appuie sur un diagnostic et des enjeux partagés, et les partenaires associés ont eu l'occasion de réagir sur les plans d'actions proposés par la Région.</p> <p>3) L'élaboration de cette stratégie a permis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de renforcer et de diversifier l'intervention du Conseil régional pour la préservation de la biodiversité ; • de sensibiliser en interne et en externe sur l'importance d'intégrer la biodiversité dans les politiques sectorielles territoriales ; • de mettre en place de nouvelles actions (la moitié environ des actions mises en œuvre) et de nouveaux partenariats. <p>4) L'effort de prise en compte transversale de la biodiversité dans les politiques régionales sectorielles a permis de renforcer les « passerelles » entre directions et services de la Région.</p> <p>5) Des liens forts sont faits entre la SRB et les autres documents de planification territoriale (SRADT, CPER, Agenda 21) favorisant ainsi la cohérence des interventions et la mutualisation des moyens financiers.</p>
Principaux besoins identifiés	<ul style="list-style-type: none"> • Développer l'animation de la SRB et sa communication. • Une mise à jour de la stratégie est envisagée.

8. Références bibliographiques

- Agenda 21 régional, le développement durable en actions, Conseil régional de Basse-Normandie, 2008.
- Bilan et perspectives de la Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, avril 2010.
- Contrat de projets Etat/Région 2007 – 2013 de Basse-Normandie, Conseil régional et Préfecture de la région Basse-Normandie, 2007.
- Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire de la Basse-Normandie, Conseil régional de Basse-Normandie, décembre 2007.
- Stratégie de la Région Basse-Normandie pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, décembre 2007.
- Tableau de suivi de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Stratégie de la Région pour la biodiversité, Conseil régional de Basse-Normandie, avril 2010.